



Déclaration du SNUipp-FSU77 CAPD du 29 septembre 2011

Dépense d'éducation pour l'école primaire inférieure de 14% à la moyenne de l'OCDE, dépense par élève ayant augmenté 5 fois moins que dans l'OCDE entre 2000 et 2008, part de PIB consacrée à l'éducation en baisse de 0,3% entre 2000 et 2008, salaires des enseignants très inférieurs à ceux de nos voisins européens... Ces chiffres parlent d'eux mêmes, l'Education Nationale française subit une restriction budgétaire drastique!

Après les évaluations PISA rendues publiques l'an dernier, le tableau de notre système éducatif dresse un constat sans appel. Il est surtout à des années lumière du satisfécit ministériel clamé sur toutes les ondes. Non seulement, l'école est victime d'un sous-investissement, mais en plus, elle est « championne » des inégalités laissant pour compte les élèves issus des milieux défavorisés.

Le bilan de cette rentrée peut-il être positif ? La journée de grève du 27 septembre, très largement suivie par nos collègues et soutenue par les parents d'élèves, répond à cette question. Ce sont plus de 60 % des enseignants du premier degré qui étaient en grève mardi dernier en Seine-et-Marne, selon une étude faite par le SNUipp-FSU 77 auprès de plus de 1000 collègues, dans tous les secteurs géographiques du département et représentant toutes les catégories d'écoles. Comment pourrait-il en être autrement, en particulier dans le dernier département de France en taux d'encadrement ?

Les enseignants et les élèves de Seine-et-Marne subissent au quotidien les conséquences du manque de postes de notre département : Les classes sont surchargées. De nombreux remplaçants sont affectés sur des postes vacants, laissant présager un niveau de non-remplacement jamais atteint. Les ULIS et les CLIS sont au bord de l'explosion, accueillant plus d'élèves que ne le prescrivent les textes réglementaires ou accueillant des élèves ne correspondant pas au profil défini. Les RASED ont été une nouvelle fois rabotés, interdisant à l'aide spécialisée de se mettre en place partout où elle est pourtant indispensable. La scolarisation des moins de trois ans, inscrite dans la loi d'orientation de 1989 et dont les effets bénéfiques ne sont plus à démontrer, est quasi-nulle. La formation initiale a disparu, puisque même les 12 semaines de formation théorique prévues par la circulaire ministérielle, pourtant largement insuffisantes à nos yeux, ne pourront pas être mises en place dans leur totalité. Seul 1 % des enseignants du département pourraient bénéficier d'un stage de formation continue, une fois la formation des directeurs déduite. L'aide administrative à la direction d'école est supprimée et les 240 recrutements d'EVS au plan académique ne permettront pas de retrouver l'existant des années passées, pourtant déjà insatisfaisant. Les enseignants de notre département ne peuvent plus faire un travail de qualité.

Dans le même temps les injonctions, telles que l'individualisation du suivi des élèves ou la



scolarisation des élèves handicapés dans des classes surchargées et souvent sans aide ni formation, prennent un caractère toujours plus paradoxales. Tout aussi accablantes, les tâches administratives se multiplient, comme pour masquer le manque criant d'investissement pour l'école.

Il est urgent de changer la donne. La réussite scolaire de tous les élèves impose un nouveau projet éducatif qui concilie quantité et qualité. Il faut investir dans la transformation de l'école. La maternelle, le travail en équipe, le "plus de maîtres que de classes", la formation en constituent les clefs majeures. Les enseignants qui assument des directions d'école doivent pouvoir bénéficier de temps pour faire avancer l'école et, pour l'ensemble des enseignants, de temps pour se concerter. Les emplois d'aide à la direction comme ceux de l'accompagnement des élèves à besoins particuliers doivent devenir de véritables emplois statutaires, en nombre suffisants. Les équipes sont les acteurs du changement. Les enseignants qui les constituent ont besoin d'être mieux formés et mieux rémunérés. C'est à ce prix que notre système éducatif pourra devenir plus juste et plus efficace.

Le SNUipp-FSU 77 continue à demander un plan de rattrapage pour l'École et pour les enseignants de Seine-et-Marne. Nous lançons une campagne d'interpellation des Députés et Sénateurs pour que ceux qui se battent pour maintenir des classes sur leur circonscription ne votent pas un budget supprimant à nouveau 14 000 postes. Nous estimons à environ 900 postes le nombre de créations nécessaire immédiatement dans le département, juste pour que l'école remplisse ses obligations réglementaires. Il en faudrait bien plus pour assurer la réussite de tous les élèves !

Enfin, Madame l'Inspectrice d'académie, dans quelques semaines, les enseignants des écoles seront appelés à désigner les élus qui les représenteront face à vous, dans cette salle. Notre ministre lui même, s'est adressé à tous les personnels pour les inviter à participer à un scrutin qui depuis toujours dans notre profession, signe une démocratie sociale effective et vivante. Vous n'ignorez pas les nombreuses difficultés, qui déjà, compte tenu des nouvelles modalités d'organisation du vote, handicapent une participation traditionnellement importante à ces élections professionnelles. C'est pourquoi nous vous demandons de tout mettre en œuvre, pour que ce scrutin garde tout son sens. Nous vous demandons tout d'abord de faire assurer une veille technique efficace à vos services, afin que les kiosques de vote soient opérationnels au moment du scrutin. (De premiers retours nous inquiètent sérieusement quant à la compatibilité des équipements disponibles et de certains locaux.) Nous vous demandons aussi, de faciliter la rencontre des représentants du personnel avec leurs mandants, notamment durant la période de vote.

Madame l'inspectrice d'académie, nos collègues, comme les élus du personnel qui les représentent, ne comprendraient pas que tout ne soit pas fait pour faire vivre ce moment essentiel de notre démocratie.